

pas fondées. Le pays, comme il est dit dans le discours, se développe rapidement. Nous savons que des négociations vont s'ouvrir entre l'Angleterre et diverses nations européennes, notamment la France, l'Espagne et peut-être l'Autriche, et il est important que nous ayons quelqu'un pour nous représenter en Europe et suivre ces négociations. L'honorable monsieur sait très bien, par l'expérience qu'il a eue du gouvernement, que, par correspondance, il est impossible de maintenir la vigilance nécessaire pour sauvegarder nos intérêts dans des négociations semblables.

M. MACKENZIE : Notre envoyé aura-t-il les pouvoirs d'un plénipotentiaire ?

SIR JOHN A. MACDONALD : Non ; ses décisions ne seront pas finales.

L'honorable monsieur dit que nous nous sommes opposés à la nomination de monsieur Jenkins. D'abord, comme agent général, il n'avait à s'occuper que de l'émigration, si j'ai bien compris sa mission, à l'époque ; chose certaine, on n'avait pas spécifié d'autres pouvoirs, en cette Chambre, ni dans aucune résolution ou mesure prise par le gouvernement d'alors. Il était ce que monsieur Annand est aujourd'hui, un agent général. Nous nous sommes opposés à l'augmentation de son traitement et, en particulier, à la nomination de monsieur Jenkins—homme fort estimable sous tous les rapports, mais, à tous égards, la dernière personne qu'on aurait dû choisir pour cette position—parce qu'il était personnellement hostile au gouvernement du jour, en Angleterre, et que l'agent du gouvernement canadien doit être au-dessus de ces misères et acceptable au gouvernement du jour avec lequel il a des affaires.

L'honorable monsieur est en veine de facéties, et une des raisons pour lesquelles il semble si parfaitement heureux est peut-être le succès que ses amis ont obtenu dans les élections locales d'Ontario. Il dit que le gouvernement local a été soutenu par deux voix contre une. Or, il est impossible que la majorité de monsieur Mowat soit due à une réaction contre la politique nationale, parce que nous avons en un grand nombre d'élections pour cette Chambre, huit ou neuf, peut-être davantage. Or, le gouvernement n'a pas perdu une circonscription qui le soutenait auparavant et en a gagné trois dans lesquelles il avait été battu aux élections générales.

SIR JOHN A. MACDONALD.

M. MACKENZIE : Où sont ces circonscriptions, dans Ontario ?

SIR JOHN A. MACDONALD : En effet, l'honorable monsieur ne songeait à aucune autre province. Pour lui, Ontario est toute la Confédération. Il est donc clair qu'il n'y a point de réaction contre la politique nationale. Nous avons eu quelques élections dans Ontario et nous nous y sommes bien défendus ; car nous n'en avons pas perdu une et nous en avons gagné trois dans d'autres parties du Canada. Nous savons que partout où il y a dépression commerciale, on y mêle la politique, et quand l'honorable monsieur était au pouvoir, il se plaignait de ce qu'on rendait le gouvernement responsable du manquement des récoltes et de tout autre échec que nous pouvions éprouver. Mais tous les gouvernements ont à souffrir d'injustices pareilles. Tout mécontentement prend une direction politique, et le gouvernement du jour en souffre. Si l'opinion publique voulait que le pays souffre aujourd'hui du maintien de la politique nationale, s'il y avait une réaction contre cette politique, à coup sûr quelques-unes de ces circonscriptions électorales auraient affirmé le fait et prouvé l'existence de la réaction en rejetant le partisan de la politique nationale. Quelle a donc été la cause du succès de monsieur Mowat ? La voici : la population d'Ontario savait que la politique nationale est sauvegardée entre nos mains et qu'elle pouvait, sans danger, agir à son gré en ce qui concerne les affaires locales. Il serait oiseux, ce serait une folie de supposer qu'il y a dans le pays une réaction contre la politique nationale. Tout homme sincère admettra, je crois, que le Canada sort, avec lenteur peut-être, mais aussi avec confiance et certitude, du découragement dont il a souffert pendant les cinq dernières années. A la fin d'une autre année, nous verrons que la politique qui a si bien réussi à ses débuts, aura pris une vigueur et un développement extraordinaires.

À six heures, l'Orateur quitte le fauteuil.

## SÉANCE DU SOIR.

M. BUNSTER : Je diffère d'opinion avec quelques-uns des honorables membres, qui trouvent que l'adresse que nous discutons en ce moment va trop loin sur quelques points. Je trouve, pour ma part,